

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
France

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex
France

VINCI

Société Anonyme

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission
d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant
accès au capital, réservée aux salariés
de la société et de sociétés du Groupe VINCI
dans le cadre de plans d'épargne

Assemblée générale mixte du 9 avril 2020

Onzième résolution

VINCI

Société Anonyme

1, cours Ferdinand de Lesseps - 92851 Rueil-Malmaison cedex

Ce rapport contient 3 pages

VINCI
Société Anonyme

Siège social : 1, cours Ferdinand de Lesseps - 92851 Rueil-Malmaison cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, réservée aux salariés de la société et de sociétés du Groupe VINCI dans le cadre de plans d'épargne

Assemblée générale mixte du 9 avril 2020 – Onzième résolution

A l'Assemblée générale de la société VINCI,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de votre société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de VINCI ou à un plan d'épargne groupe de VINCI et des sociétés qui lui sont liées au sens des articles L.225-180 du Code de commerce et L.3344-1 du Code du travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Ces émissions sont soumises à votre approbation en application des dispositions des articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider une ou plusieurs émissions et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires ou aux valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération, selon les modalités suivantes :

- le nombre total d'actions susceptibles d'être émises sur le fondement de la présente délégation de compétence et en vertu de la douzième résolution de la présente assemblée ne pourra en aucun cas excéder 1,5% du nombre des actions composant le capital social au moment où le Conseil d'administration prendra sa décision ;
- le prix de souscription des actions nouvelles ne pourra être inférieur à 95% de la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture de la période de souscription ;
- des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la société pourront être attribuées à titre gratuit au titre de l'abondement, ou le cas échéant de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pas pour effet de dépasser la décote maximum autorisée et la limite prévue à l'article L.3332-11 du Code du travail ;

- les opérations d'augmentation du capital réservées aux salariés, décidées par les Conseils d'administration des 18 octobre 2019 et 4 février 2020, sont réalisées sur le fondement de la vingt-cinquième résolution de l'Assemblée générale mixte du 17 avril 2019 et donneront lieu à constatation d'augmentations du capital postérieurement à la présente assemblée sur le fondement de la délégation de compétence donnée par l'Assemblée générale mixte du 17 avril 2019 et en tant que de besoin, sur le fondement de la présente délégation de compétence.

Il appartient à votre Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces émissions, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ordinaires, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 13 mars 2020

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit


Deloitte & Associés



Bernard Gainnier



Bertrand Baloché



Sami Rahal



Mansour Belhiba